



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 74.099/2/V
du 23 août 2023

sur

un projet d'arrêté royal
'déterminant les éléments de
procédures et de suivi des
signalements internes, les
finalités et le contenu de
l'archivage des signalements et
les modalités de consultation
publique, mentionnés aux
articles 10, § 1^{er}, alinéa 4, 11,
alinéas 3 et 4, 27, § 5, alinéa 3,
et 76, alinéa 3, de la loi du
8 décembre 2022 relative aux
canaux de signalement et à la
protection des auteurs de
signalement d'atteintes à
l'intégrité dans les organismes
du secteur public fédéral et au
sein de la police intégrée'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 74.099/2/V
van 23 augustus 2023

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
elementen van de procedures en
opvolging van interne
meldingen, het doel en de
inhoud van de archivering van
meldingen en de modaliteiten
van openbare raadpleging,
vermeld in artikelen 10, § 1,
vierde lid, 11, derde en vierde
lid, 27, § 5, derde lid, en 76,
derde lid, van de wet van
8 december 2022 betreffende de
meldingskanalen en de
bescherming van de melders van
integriteitsschendingen in de
federale overheidsinstanties en
bij de geïntegreerde politie'

Le 12 juillet 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 28 août 2023, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les éléments de procédures et de suivi des signalements internes, les finalités et le contenu de l'archivage des signalements et les modalités de consultation publique, mentionnés aux articles 10, § 1^{er}, alinéa 4, 11, alinéas 3 et 4, 27, § 5, alinéa 3, et 76, alinéa 3, de la loi du 8 décembre 2022 relative aux canaux de signalement et à la protection des auteurs de signalement d'atteintes à l'intégrité dans les organismes du secteur public fédéral et au sein de la police intégrée'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 23 août 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Ambre VASSART, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 août 2023.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 12 juli 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 28 augustus 2023 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de elementen van de procedures en opvolging van interne meldingen, het doel en de inhoud van de archivering van meldingen en de modaliteiten van openbare raadpleging, vermeld in artikelen 10, § 1, vierde lid, 11, derde en vierde lid, 27, § 5, derde lid, en 76, derde lid, van de wet van 8 december 2022 betreffende de meldingskanalen en de bescherming van de melders van integriteitsschendingen in de federale overheidsinstanties en bij de geïntegreerde politie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 23 augustus 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Ambre VASSART, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 augustus 2023.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. L'article 11, alinéa 4, de la loi du 8 décembre 2022 'relative aux canaux de signalement et à la protection des auteurs de signalement d'atteintes à l'intégrité dans les organismes du secteur public fédéral et au sein de la police intégrée' – mentionné à l'alinéa 1^{er} – ne contient pas d'habilitation et ne constitue dès lors pas un fondement juridique du projet à l'examen.

La mention de l'alinéa 4 de l'article 11 de la loi du 8 décembre 2022 sera en conséquence omise.

2. Les articles 3, 5, 10, § 3, et 14, en projet, trouvent leur fondement dans le pouvoir général d'exécution que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution.

En conséquence, un nouvel alinéa 1^{er} sera inséré visant l'article 108 de la Constitution.

3. L'alinéa 4 sera déplacé après l'alinéa 6 ¹.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans un texte de nature législative ou réglementaire, il y a lieu en principe d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure soit en les reproduisant, soit en les paraphrasant.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

Il n'y a dès lors pas lieu de reproduire dans un arrêté des dispositions contenues dans une loi. De telles mentions sont non seulement superflues mais elles dénaturent en outre la norme. L'auteur du projet doit en effet rester dans sa sphère de compétence. Or, en reproduisant, même fidèlement, une disposition de force obligatoire supérieure, il agit comme s'il était compétent pour arrêter, donc aussi modifier, la norme supérieure reproduite, celle-ci étant alors en quelque sorte rétrogradée dans la hiérarchie des normes.

À des fins de bonne compréhension de l'arrêté en projet, il peut être admis, pour les termes définis aux 2° à 9°, et aux 11° à 17°, non de reproduire les définitions déjà consacrées par la loi du 8 décembre 2022, mais de renvoyer aux dispositions de la loi qui contiennent ces définitions.

La même observation vaut pour l'article 2 du projet qui paraphrase l'article 10, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 2022. Il y a lieu, dans cet article, de mentionner que le contenu est en réalité énoncé « conformément à » la disposition légale qu'il paraphrase.

Article 4

L'article 11 de la loi du 8 décembre 2022 dispose :

« Un partenariat permanent est établi entre l'Audit fédéral et les organismes du secteur public fédéral, à l'exception de la police intégrée, visés à l'article 10, § 2, et géré par l'Audit fédéral.

Les objectifs, la forme et les modalités du partenariat permanent sont déterminés d'un commun accord entre l'Audit fédéral et les organismes du secteur public fédéral, visés à l'article 10, § 2.

Le Roi détermine, pour le partenariat permanent, les éléments visés à l'article 12 ».

Or, la disposition en projet entend régler, en son paragraphe 2, les objectifs du partenariat et, en son paragraphe 3, les modalités de ce partenariat, éléments dont la détermination revient à l'Audit fédéral de commun accord avec les organismes du secteur public fédéral.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 4 – excédant le cadre de ce que le Roi peut régler en application de l'article 11, alinéa 3, de la loi du 8 décembre 2022 – seront omis.

Article 6

L'alinéa 4 dispose :

« Un membre du personnel d'un canal de signalement interne dispose des compétences techniques et génériques requises pour accomplir les tâches d'un canal de signalement interne ».

Le commentaire de l'article précise que :

« [...] ce personnel est spécifiquement et adéquatement formé aux exigences professionnelles, aux méthodes et aux techniques de conduite d'enquête sur les atteintes à l'intégrité.

Des exemples de compétences techniques peuvent être la connaissance :

- du cadre réglementaire relatif à la politique d'intégrité, aux systèmes de signalement, à la publicité de l'administration et à la protection des données personnelles,
- la connaissance du statut des fonctionnaires,
- du fonctionnement de l'organisme du secteur public fédéral au sein duquel le canal de signalement interne est mis en place.

Pour les personnes chargées de l'enquête, les compétences techniques comprennent par exemple :

- les techniques d'interrogatoire,
- les méthodes et techniques d'enquête (cf. le certificat de « *Registered Fraud Auditor* » (IFA) ou de « *Certified Fraud Examiner* »), ou équivalent,
- l'examen des supports de données numériques (criminalité informatique) et l'analyse des données numériques.

Les compétences génériques et comportementales peuvent entre autres inclure :

- une bonne communication orale et écrite,
 - des compétences interpersonnelles constructives,
- [...] ».

Compte tenu du rôle clé que les membres du personnel concernés sont appelés à remplir dans la procédure de signalement tant au moment de l'introduction du signalement que dans le cadre de son suivi, la question se pose de savoir s'il ne conviendrait pas de faire figurer, dans le dispositif, les conditions minimales de compétences techniques et génériques requises.

Article 7

L'article 7 reproduit presque intégralement le contenu de l'article 14, § 4, de la loi du 8 décembre 2022 rendu applicable aux canaux de signalement interne par l'article 9, alinéa 2, de la même loi.

En l'absence d'habilitation donnée au Roi en vue de préciser le contenu de la règle énoncée par l'article 14, § 4, s'agissant de canaux de signalement interne et dès lors que l'article 7 du projet ne peut pas trouver de fondement juridique dans le pouvoir général d'exécution de la loi que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution, cet article sera omis.

Article 9

La question se pose de savoir pourquoi le dispositif à l'examen n'énonce aucun des éléments qu'un signalement interne doit contenir alors que l'article 15, alinéa 3, du projet, prévoit un archivage de ces éléments ².

La disposition sera complétée et l'article 15, alinéa 3, précisé en conséquence.

Article 12

1. L'article 12 en projet prévoit :

« Dans la mise en œuvre du suivi :

[...]

3° un mandat d'enquête est fixé par écrit au début de l'enquête.

L'enquête est clôturée dans un délai de trois mois et peut être prolongée pour une période supplémentaire de maximum trois fois trois mois. Les motifs de chaque prolongation sont dûment justifiés ».

Le commentaire de l'article précise :

« Le point 3° du premier alinéa de cet article dispose que, au début de la phase d'enquête du suivi, un mandat d'enquête est établi. Des éléments de base possibles du mandat d'enquête sont :

- la description de l'atteinte à l'intégrité qui fera l'objet de l'enquête ;
- le nom de l'organisme du secteur public fédéral où l'enquête sera menée ;
- le nom, le rôle linguistique et les coordonnées des enquêteurs mandatés par le canal de signalement interne et, le cas échéant, des experts qui assistent les enquêteurs ; et
- les questions d'enquête basées sur les informations relatives à l'atteinte à l'intégrité signalée en interne disponibles au début de l'enquête.

Le deuxième alinéa de cet article dispose que l'enquête est close dans un délai de trois mois à compter de la réception du signalement interne. L'enquête peut être prolongée de trois mois à trois reprises. Ainsi, l'enquête doit être conclue au plus tard un an après la réception du signalement interne. Les raisons de chaque prolongation doivent être dûment justifiées. Cette disposition répond également à l'exigence d'un suivi diligent du signalement ».

Aux termes de l'habilitation figurant à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 4, de la loi du 8 décembre 2022, le Roi détermine compte tenu de l'article 12, alinéa 1^{er}, 4°, de cette même loi, les éléments relatifs au « suivi diligent » par la personne ou le service impartial compétent pour assurer le suivi des signalements.

² Comparer avec l'article 15, § 2, de la loi du 8 décembre 2022.

Sur cette base, il peut être admis que l'arrêté en projet consacre le principe de la réalisation d'une enquête dans le cadre du canal de signalement interne, même si ce principe ne trouve pas d'écho dans la loi, alors que cette dernière règle avec précision l'enquête menée dans le cadre d'un signalement externe.

Le contenu du mandat d'enquête tel qu'imposé par la disposition à l'examen doit toutefois être réglé par l'arrêté lui-même, plutôt que d'être repris dans le commentaire du dispositif figurant dans le rapport au Roi.

Par ailleurs, telle qu'elle est rédigée la disposition laisse indéterminée la question de savoir si les principes énoncés aux articles 17 à 22 de la loi en ce qui concerne l'enquête réalisée dans le cadre du canal de signalement externe, trouveront également à s'appliquer aux enquêtes réalisées par un canal de signalement interne.

Par conséquent, dès lors que la loi du 8 décembre 2022 ne règle ni le principe ni les procédures liées à l'enquête réalisée dans le cadre d'un signalement interne, il convient, afin d'assurer la mise en œuvre correcte de l'habilitation, de mieux circonscrire la portée de la disposition à l'examen, notamment quant à savoir si une enquête doit systématiquement advenir dans le cadre du suivi d'un signalement interne et de mieux encadrer l'enquête à réaliser dans ce contexte, en réglant les principes à respecter lors de telles enquêtes.

La disposition sera fondamentalement revue à la lumière de cette observation.

2. À l'alinéa 2, le point de départ du délai de trois mois à l'issue duquel l'enquête est clôturée, sera précisé.

Article 14

L'article 3 auquel il est référé n'étant pas subdivisé en paragraphes, les mots « paragraphe 1^{er} » seront omis.

Article 15

Il y a lieu de revoir l'alinéa 2 dès lors que la finalité décrite correspond à la notion même d'archivage ; ce faisant cet alinéa ne met pas en œuvre de manière correcte l'habilitation énoncée par l'article 27, § 5, alinéa 3, de la loi du 8 décembre 2022.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Artikel 11, vierde lid, van de wet van 8 december 2022 ‘betreffende de meldingskanalen en de bescherming van de melders van integriteitsschendingen in de federale overheidsinstanties en bij de geïntegreerde politie’ waarnaar in het eerste lid wordt verwezen, bevat geen machtiging en biedt het voorliggende ontwerp dus geen rechtsgrond.

De vermelding van het vierde lid van artikel 11 van de wet van 8 december 2022 moet bijgevolg worden weggelaten.

2. De ontworpen artikelen 3, 5, 10, § 3, en 14 vinden rechtsgrond in de algemene uitvoeringsbevoegdheid die de Koning aan artikel 108 van de Grondwet ontleent.

Bijgevolg moet een nieuw eerste lid worden ingevoegd dat naar artikel 108 van de Grondwet verwijst.

3. Het vierde lid moet na het zesde lid worden geplaatst.¹

DISPOSITIEF

Artikel 1

Uit een wetgevende of verordenende tekst dienen in principe bepalingen te worden geweerd die er enkel toe strekken een hogere norm, door overname dan wel door parafrasering, in herinnering te brengen.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

Er is dan ook geen reden om in een besluit bepalingen uit een wet over te nemen. Niet alleen zijn dergelijke vermeldingen overbodig, ze hollen de norm ook uit. De steller van het ontwerp moet namelijk binnen zijn bevoegdheidssfeer blijven. Als hij een hogere regel overneemt, ook al doet hij dat nauwgezet, handelt hij alsof hij bevoegd is om die overgenomen hogere regel vast te stellen en dus ook te wijzigen, waardoor die regel als het ware een lagere rangorde krijgt binnen de hiërarchie van de normen.

Met het oog op een goed begrip van het ontworpen besluit kan worden aanvaard dat voor de begrippen die in de punten 2° tot 9° en 11° tot 17° worden gedefinieerd, verwezen wordt naar de bepalingen van de wet van 8 december 2022 waarin die definities vervat zijn, veeleer dan dat de definities worden overgenomen die al in die wet zijn vastgesteld.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2 van het ontwerp, dat een parafrase is van artikel 10, § 1, van de wet van 8 december 2022. Men dient er te vermelden dat de inhoud van dat artikel 2 in werkelijkheid wordt bepaald “overeenkomstig” de wetsbepaling die door het artikel wordt geparafraseerd.

Artikel 4

Artikel 11 van de wet van 8 december 2022 bepaalt het volgende:

“Tussen de Federale Audit en de federale overheidsinstanties zoals bedoeld in artikel 10, § 2, met uitzondering van de geïntegreerde politie, wordt een permanent partnerschap tot stand gebracht en beheerd door de Federale Audit.

De doelstellingen, de vorm en de nadere regels van het permanente partnerschap worden bepaald in onderlinge overeenstemming tussen de Federale Audit en de federale overheidsinstanties zoals bedoeld in artikel 10, § 2.

De Koning bepaalt, voor het permanente partnerschap, de elementen zoals bedoeld in artikel 12”.

Paragraaf 2 van de ontworpen bepaling regelt de doeleinden van het partnerschap, en paragraaf 3 de nadere regels ervan. Dat zijn echter elementen die de Federale Audit en de federale overheidsinstanties in onderling overleg moeten vaststellen.

De paragrafen 2 en 3 van artikel 4 treden buiten het kader van wat de Koning met toepassing van artikel 11, derde lid, van de wet van 8 december 2022 vermag te regelen, en moeten dus worden weggelaten.

Artikel 6

Het vierde lid luidt als volgt:

“Een personeelslid van een intern meldingskanaal heeft de vereiste technische en generieke competenties om de taken van een intern meldingskanaal uitvoeren”.

In de commentaar op het artikel staat het volgende te lezen:

“(…) dit personeel [is] specifiek en aantoonbaar (...) opgeleid in de professionele vereisten, methoden en technieken voor het uitvoeren van onderzoeken naar integriteitsschendingen.

Voorbeelden van technische competenties zijn kennis van:

- het reglementair kader over integriteitsbeleid, meldingssystemen, openbaarheid van bestuur en de bescherming van persoonlijke gegevens,
- het statuut van het rijkspersoneel,
- de werking van de federale overheidsinstantie waarin het interne meldingskanaal wordt opgericht.

Voor de personen die belast worden met het onderzoek zijn de technische competenties bijvoorbeeld:

- interviewtechnieken,
- onderzoeksmethoden en – technieken (cf. getuigschrift van (...) ‘Registered Fraud Auditor’ (IFA) of als ‘Certified Fraud Examiner[’] , of soortgelijke,
- onderzoek naar de digitale gegevensdragers (computer forensics) en analyse van de digitale data.

Onder generieke en gedragsgerichte competenties kunnen onder meer worden verstaan:

- goede mondelinge en schriftelijke communicatie,
- constructieve relationele vaardigheden, (...)”.

Gelet op de sleutelrol die de betrokken personeelsleden moeten vervullen in de meldingsprocedure, zowel op het moment waarop de melding wordt gedaan als in het kader van de opvolging ervan, rijst de vraag of het dispositief niet beter de minimale voorwaarden inzake de vereiste technische en generieke competenties zou vermelden.

Artikel 7

Artikel 7 neemt de inhoud van artikel 14, § 4, van de wet van 8 december 2022, dat bij artikel 9, tweede lid, van dezelfde wet toepasselijk is gemaakt op de interne-meldingskanalen, nagenoeg integraal over.

Aangezien aan de Koning geen machtiging is verleend om de regel vervat in artikel 14, § 4, in verband met de interne-meldingskanalen, inhoudelijk te preciseren, en aangezien artikel 7 van het ontwerp geen rechtsgrond kan vinden in de algemene bevoegdheid om uitvoering te geven aan wetten die de Koning aan artikel 108 van de Grondwet ontleent, moet dat artikel worden weggelaten.

Artikel 9

De vraag rijst waarom het voorliggende dispositief geen enkel element vermeldt dat in een interne melding moet voorkomen, terwijl artikel 15, derde lid, van het ontwerp stelt dat die elementen worden gearhiveerd.²

De bepaling moet worden aangevuld en artikel 15, derde lid, moet dienovereenkomstig nauwkeuriger worden gesteld.

Artikel 12

1. In het ontworpen artikel 12 wordt het volgende bepaald:

“Bij het uitvoeren van de opvolging:

(...)

3° wordt een opdracht voor het onderzoek bij het begin van het onderzoek opgesteld.

Het onderzoek wordt beëindigd binnen een termijn van drie maanden en kan worden verlengd met maximaal drie maal drie maanden. De redenen van elke verlenging dienen naar behoren te worden verantwoord”.

In de commentaar op het artikel staat het volgende te lezen:

“In punt 3° van het eerste lid van dit artikel wordt bepaald dat bij het begin van de onderzoeksfase van de opvolging een onderzoeksopdracht wordt opgesteld. Mogelijke inhoudelijke elementen van de onderzoeksopdracht zijn:

- de beschrijving van de te onderzoeken integriteitsschending;
- de naam van de federale overheidsinstantie waar het onderzoek zal worden uitgevoerd;
- de naam, de taalrol en de contactgegevens van de door het interne meldingskanaal afgevaardigde onderzoekers en, desgevallend, van de experts die de onderzoekers deskundigen bijstaan; en
- de onderzoeksvragen op basis van de informatie over de intern gemelde integriteitsschending die bij de start van het onderzoek beschikbaar is.

Het tweede lid van dit artikel stelt dat het onderzoek wordt beëindigd binnen een termijn van drie maanden na de ontvangst van de interne melding. Het onderzoek kan drie maal worden verlengd met drie maanden. Het onderzoek dient dus uiterlijk één jaar na de ontvangst van de interne melding te worden afgesloten. De redenen van elke verlenging dienen naar behoren te worden verantwoord. Deze bepaling beantwoordt ook aan de vereiste tot zorgvuldige opvolging van de melding”.

² Vergelijk met artikel 15, § 2, van de wet van 8 december 2022.

Naar luid van de machtiging vervat in artikel 10, § 1, vierde lid, van de wet van 8 december 2022 bepaalt de Koning, gelet op artikel 12, eerste lid, 4°, van diezelfde wet, de elementen betreffende de “zorgvuldige opvolging” door de onpartijdige persoon of afdeling die bevoegd is voor de opvolging van de meldingen.

Op grond daarvan kan worden aanvaard dat het ontworpen besluit het principe huldigt dat een onderzoek wordt gevoerd in het kader van het interne-meldingskanaal, ook al vindt dat principe zijn oorsprong niet in de wet, terwijl die wet nauwkeurig regelt hoe het onderzoek in het kader van een externe melding moet worden gevoerd.

De opdracht voor het onderzoek zoals die in de voorliggende bepaling wordt voorgeschreven, moet echter inhoudelijk worden geregeld in het besluit zelf, veeleer dan in de commentaar op de bepaling die in het verslag aan de Koning staat.

Uit de redactie van de bepaling valt voorts niet op te maken of de principes, vervat in de artikelen 17 tot 22 van de wet, in verband met het onderzoek in het kader van het externe-meldingskanaal, ook van toepassing moeten zijn op de onderzoeken die worden gevoerd door een interne-meldingskanaal.

Aangezien in de wet van 8 december 2022 noch het principe noch de procedures betreffende het onderzoek in het kader van een interne melding worden geregeld, dient de strekking van de voorliggende bepaling, met het oog op de correcte uitvoering van de machtiging, duidelijker omschreven te worden, met name wat betreft de vraag of een onderzoek systematisch moet plaatsvinden in het kader van de opvolging van een interne melding, en moet het onderzoek dat in die context moet worden gevoerd beter afgebakend worden. Daartoe dient men te bepalen welke principes bij dergelijke onderzoeken in acht moeten worden genomen.

De bepaling moet in het licht van deze opmerking grondig worden herzien.

2. In het tweede lid moet worden gepreciseerd wanneer de termijn van drie maanden ingaat na afloop waarvan het onderzoek wordt beëindigd.

Artikel 14

Aangezien artikel 3 waarnaar wordt verwezen, niet in paragrafen is onderverdeeld, moeten de woorden “paragraaf 1” worden weggelaten.

Artikel 15

Het tweede lid dient te worden herzien, aangezien het beschreven doel een omschrijving is van het begrip “archivering” zelf; de machtiging vervat in artikel 27, § 5, derde lid, van de wet van 8 december 2022 wordt op die manier niet correct ten uitvoer gelegd.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET